

Eléments d'influence américaine ayant déterminé le démarrage du processus de l'unification européenne. Une introspection de la perspective consacrée par Ernst B. Haas

Lucian Bogdan

Doctorant, Faculté d'Etudes Européennes
Université « Babeş-Bolyai », Cluj-Napoca



Synergies Roumanie n° 3 - 2008 pp. 161-169

Résumé : *S'il est vrai qu'Ernst B. Haas est bien connu pour son ouvrage concernant le rôle du fonctionnalisme comme facteur catalytique de l'intégration européenne, il est néanmoins vrai que sa contribution à l'égard du rôle essentiel et de l'importance de l'influence américaine dans les premières années du processus déjà mentionné demeure d'une grande importance, malgré sa moindre connaissance.*

Notre démarche consistera d'analyser, depuis la perspective de l'ouvrage de Haas, deux questions que, malgré leur distance apparente, n'auraient pas pu prendre forme indépendamment l'une de l'autre : les raisons de facture géopolitique spécifiques au contexte de la Guerre Froide pour lesquelles le Département d'Etat des Etats-Unis a offert appui aux entités et acteurs de la politique externe des principaux Etats européens, autant que les éléments de culture et doctrine politique de facture américaine ayant constitué la base idéatique du processus d'intégration, finissant par être incorporées dans l'édifice européen.

Mots-clés : *intégration européenne, Ernst Haas, débordement, endiguement, appui, valeurs, fonctionnalisme*

Abstract : *Whilst Ernst B. Haas is best known for his works regarding the role of functionalism as a catalyst of European integration, it is nevertheless true that his contribution regarding the role and importance of American influence, as crucial factors having spurred the aforementioned process, bears similar importance, in spite of being less known.*

Our endeavour consists in analyzing, from the perspective of the works of E.B. Haas, two aspects, which, though apparently utterly disjoined, could not have taken shape independently one from the other: the geopolitical reasons, specific to the context of the Cold War, for which the U.S. Department of State provided support to the entities and actors involved in the foreign policies of the main European states, as well as the American-inspired elements of political culture and doctrine constituting the ideate basis of the integration process, ending up by being absorbed into the European establishment.

Keywords : *European integration, Ernst Haas, spill-over, containment, support, values, functionalism*

La question de l'intégration européenne est intimement liée à celle de l'identité, d'un sentiment d'appartenance aux valeurs culturelles (notamment de culture politique) européennes. Néanmoins, comme l'on connaît bien depuis Georg Simmel, il ne suffit pas qu'une relation identitaire existe, mais il est impératif qu'elle prenne forme réelle dans les consciences de toutes les entités impliquées.

Dans ce sens, ce phénomène est le plus observable alors qu'une menace extérieure se profile à l'adresse de tous les membres, qui doivent rallier leurs forces pour dépasser ce problème. Prenons l'exemple de l'Europe de l'après guerre quand il ne s'agissait pas seulement d'une menace, mais d'un summum de situations potentiellement dangereuses : il existait d'abord le danger d'une possible résurgence des sentiments revanchistes des pays de l'Axe, ensuite les économies de la plupart des nations du continent furent dévastées par la plus destructrice des guerres européennes et, par-dessus tout, le spectre du communisme hantait à nouveau le continent.

Même pire était le fait que cette dernière menace ne se profilait pas seulement contre l'Europe, mais pratiquement contre toutes les nations démocratiques défendant l'idée de liberté du monde, y compris notamment les Etats-Unis, la nation qui venait d'apporter sa contribution décisive à la victoire contre le fascisme, justement dans l'idée de faire consolider les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme.

C'est par conséquent explicable que les Etats-Unis, qui ont investi tant d'énergie matérielle et humaine dans la pacification du monde face au nouveau danger du communisme qui menaçait d'oblitérer pratiquement tout ce que les GI avaient défendu, essaieront ensuite de rétablir la situation, en aidant les Etats européens à consolider leurs positions pour que le communisme ne s'enracine pas dans l'Occident et pour que la démocratie regagne sa place dans le Vieux Monde.

Or, le théoricien ayant surpris cette nature du processus - notamment l'implication américaine dans les affaires politiques européennes afin d'achever le triple but de la dissolution des derniers éléments philo-fascistes qui menaçaient de ressurgir, d'accélérer la reconstruction en appuyant l'intégration économique et de consolider la démocratie, afin que la possibilité du communisme de gagner un nombre élevé de sympathisants soit avérée - est Ernst Bernard Haas.

Emigré aux Etats-Unis en 1938, lorsqu'il n'avait que 14 ans, pour échapper aux persécutions du régime nazi, Ernst Haas a servi pendant la guerre dans le Service de Renseignements Militaires, ce qui lui a permis ensuite (grâce à une loi stipulant des facilités pour les vétérans de guerre) de s'inscrire à l'Université Columbia, New York¹. Ensuite, il a poursuivi une carrière universitaire à l'Université de Berkeley, Californie, où toutes ses contributions intellectuelles majeures allaient se réaliser.

Entre celles-ci, la plus importante est la théorie néo-fonctionnaliste à l'égard de l'intégration européenne envisagée en prenant comme point de départ l'intégration sectorielle : dans un premier temps, on effectue toutes les démarches nécessaires afin qu'un secteur particulier soit complètement uniifié

ensuite, le processus continuera d'une manière analogue dans le domaine suivant, qui est légèrement plus large, plus inclusif que le premier. Tout cela continuera d'une manière récursive jusqu'à l'intégration (quasi) totale - ou, du moins, cela est la thèse du débordement².

Même si elle explique une partie signifiante du processus de l'intégration européenne - surtout le passage des CECA aux organismes plus intégrationnistes, couvrant un nombre croisé de domaines (la théorie du débordement se focalisant surtout sur la dimension économique du phénomène, couvrant mieux la période au-delà du milieu des années cinquante), elle couvre toutefois peu de phénomènes liés à la première décennie d'après la Guerre.

D'ailleurs, Ernst Haas s'est intéressé également à cette période. Dans son ouvrage, il a touché bien d'autres points que seules les raisons d'origine économique qui ont joué un rôle déterminant après que les questions primordiales (garantir la sécurité de l'Europe Occidentale contre la menace soviétique³ et démanteler une potentielle résurgence du militarisme) aient été résolues. Il est vrai que cette partie de l'ouvrage de l'auteur est moins citée et évoquée, mais, du point de vue de la compréhension des réalités ayant déterminé la cristallisation de l'établissement européen sous la forme qu'on connaît aujourd'hui, elle est néanmoins d'une importance cruciale.

De plus, Ernst Haas eut aussi le mérite d'avoir relevé les rapports entre l'exportation des valeurs et des principes d'origine américaine et la structure doctrinaire de l'établissement européen. Pour être plus spécifiques, même si la démocratie américaine puise ses origines incontestables dans la philosophie politique européenne des Lumières, il est néanmoins tout aussi vrai que l'idée de l'établissement d'un système plaçant la foi dans la liberté et dans la démocratie comme des valeurs suprêmes de son existence est revenue en Europe après un périple transatlantique.

Pratiquement, on est témoins d'une transformation fondamentale du rôle et de la position de l'Europe par rapport à son ancienne prolongation, les Etats-Unis : dès l'implication des Etats-Unis au secours des régimes démocratiques du Vieux Monde, c'est l'Europe qui devient, à beaucoup d'égards, une prolongation des initiatives américaines⁴. Par conséquent, l'Europe ravagée, en ruines, devient la place de l'implémentation pratique, grâce au Président Truman, des idéaux de Woodrow Wilson et de Franklin D. Roosevelt.

L'objectif immédiat consistait dans la stimulation d'un essor économique, afin que les nations européennes, une fois leurs blessures de la guerre à peine finie guéries, échappent à la pauvreté et puissent revenir à une vie politique normale. Tout cela devait être entrepris afin qu'à terme moyen et lointain, les nations européennes abandonnent toute propension extrémiste totalitaire, fût-elle de droite ou de gauche⁵ et réaffirment leurs fondements démocratiques et constitutionnels. Afin d'accomplir ces objectifs, il ne suffisait pas qu'on agisse dans le domaine matériel, de la concrétude immédiate, mais plusieurs efforts devaient être faits pour la promotion de l'unification européenne, à travers toute une série de valeurs et de principes essentiels pour un Etat de droit. Dans

ce nouveau contexte, c'était notamment les Etats-Unis qui devaient prêter un coup de main⁶ si elles voulaient que le grand dessein des Présidents idéalistes Wilson et Roosevelt trouvât une concrétisation.

D'ailleurs, comme les nations de l'Europe Occidentale partageaient une culture et une civilisation largement communes (et, indéniablement, une série d'éléments communs avec les Etats-Unis aussi), ce que les Etats-Unis devaient accomplir c'était de se constituer en catalyseur du processus de l'intégration européenne. En prenant comme évidence l'indivisibilité de la sécurité et de l'unité européennes, les Etats-Unis devaient s'engager à offrir inconditionnellement leur appui pour que le nouvel établissement soit celui d'une Europe consolidée autour d'un mode de vie, de standards et de politiques démocratiques communes, affranchie du spectre de la menace des conflits ethniques et territoriaux⁷. Un tel établissement n'était pas seulement désirable mais, dans le contexte des années les plus difficiles de la Guerre Froide, on peut dire qu'il constituait même une nécessité absolue.

La constatation d'Ernst Haas, selon laquelle les Etats n' « apprennent » pas seulement en identifiant de meilleures réponses aux stimuli de l'extérieur, mais surtout en adaptant leurs objectifs à ce que les décisionnaires politiques apprécient comme atteignable dans les conditions données⁸, nous conduit à la conclusion que, dans les conditions « adéquates », il serait possible pour les Etats d'agir contrairement à ce qu'on connaissait auparavant comme étant leur intérêt national.

Dans ces circonstances, il est possible que les Etats, tenant compte de leur expérience passée, mettent en accord leurs objectifs spécifiques avec les réalités et les conjonctures nouvelles, alors qu'avant une telle manière d'agir aurait probablement été la dernière alternative. De ce point de vue, l'acceptation de se placer sous le parapluie de la sécurité américaine, la réconciliation franco-allemande et le démarrage du processus de consolidation des institutions communes et/ou plus intégrées, n'apparaissaient plus comme des choix surprenants.

De plus, vu le fait qu'il aurait été virtuellement impossible juste après la Guerre d'empêcher les Soviétiques d'acquérir leur tant désirée sphère d'influence dans l'Europe de l'Est⁹, la stratégie qui va prendre forme (et dominer dans les années suivantes) sera celle de l'endiguement. Il est vrai que, lorsqu'on y pense, on a en vue les actions qui pouvaient contrecarrer les tentatives d'expansion de la sphère d'influence soviétique, surtout en dehors du continent européen¹⁰. Néanmoins, le projet américain de bâtir une Europe unifiée et consolidée, capable de faire face aux menaces extérieures les plus sévères, même si celles-ci concernaient plutôt une notion générale que des actions ponctuelles entreprises à l'époque, représente probablement la mesure la plus réussie de l'histoire de l'endiguement dans son entier.

Et il ne s'agit pas seulement d'offrir de l'aide matérielle - il est vrai que le Plan Marshall a constitué un pas décisif dans la relance des nations européennes, mais c'est moins l'aspect purement économique qui a été décisif, les sommes offertes¹¹ étant plutôt symboliques par rapport à l'extension des dégâts ; l'idée était que celui-ci devait symboliser la pierre angulaire autour de laquelle le nouvel édifice allait prendre forme. S'adressant aux nations victorieuses de

même qu'aux nations vaincues, le Plan Marshall devait ramener ensemble tous les peuples adeptes de l'idée de paix en Europe, qui allaient participer tous à la mise en œuvre de ce qu'on connaîtra plus tard sous le nom de la maison européenne commune.

De plus, il a été conçu de telle manière que la *bona fide* de ses initiateurs ne fût pas questionnable : il n'était « pas ciblé contre un pays ou une doctrine quelconque, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos »¹², ce qui supposait que les Etats communistes ou en train de communisation étaient éligibles, eux aussi, pour l'offre d'aide. De la sorte, s'ils le rejetaient, seuls les gouvernements communistes étaient responsables de la perpétuation d'un état sinon d'hostilité ouverte, au moins d'antagonisme envers le projet de reconstruction du continent sur les principes de la liberté et la démocratie, situation dans laquelle le ralliement des nations démocratiques pour faire face aux menaces que se profilait était d'autant plus justifié.

Analysant les choses d'une perspective réaliste, la nécessité géostratégique de créer un rempart sur la voie la plus probable de l'expansion du communisme apparaît comme le facteur déterminant de la politique étrangère américaine vis-à-vis du Vieux Monde. Néanmoins, si nous tenons compte du fait que ce sont les éléments d'idéalisme internationaliste du Président Roosevelt qui ont déterminé la sortie des Etats-Unis de l'isolationnisme dans lequel ils s'étaient confinés et que le Président Truman était un digne successeur de l'ancien président, on s'aperçoit qu'il ne s'agissait pas d'un simple calcul de géopolitique réaliste, mais aussi de nombreux éléments inspirés par l'exceptionnalisme américain¹³.

Pratiquement, pour revenir aux questions de facture culturelle, on peut affirmer qu'il s'agit, en fin de compte, du désir de l'Amérique de promouvoir son modèle dans le monde entier, de défendre et d'offrir son appui aux nations européennes qui ont dû lutter pour préserver leur liberté, et que l'unité éventuelle du continent - incluant par la suite un mode de vie politique et économique et des liens de facture confédérée inspirés par le modèle des Etats-Unis - aurait représenté le couronnement de cette politique.

Ce qu'a assuré, selon Ernst Haas, le succès de cette politique, a été le fait que les Etats-Unis n'ont pas agi, dans la poursuite de leurs hauts idéaux, d'une manière exagérée ni irréaliste, mais, au contraire, ils ont su adapter leurs politiques transformationnelles aux conditions et aux réalités du système international de l'époque¹⁴. De cette façon, les résultats finaux ont été les meilleurs, aussi bien pour l'Amérique que pour les Etats européens : une Europe unifiée (ou, pour être plus exactes, ayant démarré et en train de se construire avec le processus d'unification) et agissant dans l'esprit de la démocratie et des droits de l'homme n'aurait plus été susceptible d'être convertie au communisme ; elle aurait eu la capacité de résister aux diverses pressions soviétiques et, de plus, elle aurait été un partenaire fiable, digne de confiance des Etats-Unis.

Ou bien, en nous rapportant au paradigme théorique d'Ernst Haas à l'égard de la coopération euro-atlantique, il envisageait le phénomène comme le filetage d'un enchaînement de l'interdépendance¹⁵ : l'Amérique allait se dédier à la sauvegarde du Vieux Monde, tandis que l'Europe allait embrasser dans un degré croissant le modèle américain¹⁶.

Un engagement international plus prononcé constitue, selon Haas¹⁷, le meilleur instrument dans une stratégie anti-communiste à long terme, que les Etats-Unis doivent poursuivre avec ténacité. D'ailleurs, une relation approfondie entre les deux bords de l'Atlantique, jusqu'au gré de l'interdépendance mutuelle, allait constituer la meilleure garantie du bon fonctionnement de l'établissement poursuivi pareillement par les Américains et les Européens.

Sans doute, l'intégration accentuée, sectorielle tout au début, plus généralisée ensuite, aurait été extrêmement profitable pour les Européens même en dehors des arrangements politiques et de sécurité, grâce à l'amélioration des conditions économiques, aspect qui constituait un stimulant supplémentaire pour donner cours aux initiatives intégrationnistes.

Toutefois, un problème persiste, déterminant les nations européennes à être, à leur tour, relativement suspicieuses envers ce qu'elles perçoivent comme « l'embrace universel » des Etats-Unis¹⁸. Pratiquement, le désir des Américains d'avoir toujours le dernier mot dans les affaires politiques internationales est celui qui est susceptible de déterminer les Européens à vouloir adopter une position distincte, afin que leur point de vue soit pris en considération, lui aussi. Par conséquent, ce n'est pas seulement la menace soviétique qui détermine un ralliement des Etats européens - phénomène remarquable surtout dans sa première phase - mais aussi une « menace » plus diffuse, celle de ne devenir qu'un « appendice » décisionnel des Etats-Unis.

Remarquons que cette dernière se manifestera surtout après un relatif estompage de la première et après une consolidation signifiante de l'appareil institutionnel européen - phénomène qui prendra quelque temps, étant visible surtout à partir des années soixante, mais qui se constituera dans un autre facteur catalytique essentiel de l'intégration européenne.

Du point de vue sociologique, le phénomène est similaire à l'opposition au danger militaire, c'est-à-dire il y aura un ralliement de tous les Etats ressentant la même menace, à cette différence près que, cette fois-ci, le groupe ne se soudera pas seulement sur des principes d'antagonisme matériel, mais aussi sur des principes idéologiques. Sans doute, cela constituera un liant significativement plus fort ; nous pourrions dire ensuite que les Etats-Unis ont contribué à l'intégration européenne autant en fournissant, en première phase, l'aide nécessaire pour relancer la confiance en soi des nations du Vieux Monde, que, plus tard, en stimulant la consolidation d'une identité commune par le relèvement des différences spécifiques.

Toutefois, on ne doit pas conserver l'impression que cela signifierait une retraite, un détachement des Etats-Unis des affaires européennes. Par contre, dans les conditions où les Etats-Unis prennent un intérêt quelconque, ils chercheront à y veiller soit par l'établissement des contacts bilatéraux, soit par le recours à un cadre institutionnel adéquat. C'est cette dernière approche qui nous intéresse plutôt car, sauf pour des questions très ponctuelles, la résolution de toutes les issues euro-atlantiques ont lieu à un niveau organisé, à travers le dialogue et la collaboration institutionnelle.

Cette approche, basée sur le concept d' « enmeshment »¹⁹, suppose que les Etats-Unis s'engageront, soit en aidant les mécanismes institutionnels existants, soit en œuvrant à la création d'un cadre adéquat, à stimuler le « développement politique », afin que les nations envisagées adoptent, éventuellement, un point de vue sinon similaire, du moins conciliable avec celui envisagé par les Etats-Unis. Parmi ces objectifs, on identifie l'adoption d'une position anti-communiste, (au moins) des éléments de proaméricains et l'attachement au développement paisible²⁰.

Nulle justification supplémentaire n'est nécessaire, par conséquent, pour argumenter le fort engagement des Etats-Unis dans la reconstruction et, surtout, dans la reconversion de l'Europe : la renonciation au système classique, de facture réaliste, des rivalités permanentes et d'équilibre de pouvoirs, en faveur d'un système international fondé sur la coopération mutuelle, sur l'intégration de la plupart des secteurs et sur la règle de loi, allait favoriser non seulement les nations européennes (qui, évidemment, allaient être les premiers bénéficiaires de cette entreprise), mais aussi les Etats-Unis.

A son tour, ces derniers gagneraient d'une manière significative à partir du fait qu'un climat de paix et de stabilité internationale supposait une réduction de l'engagement américain pour la préservation de la sécurité, en même temps que la création d'un cadre bien plus favorable aux entreprises de ce que George Washington nommait « la république du commerce ».

Cette approche, que les théoriciens des jeux rectangulaires appellent comme des « gagne-gagne », résulte du fait que, contrairement à ce que prétendent en général les gauchistes, la poursuite des intérêts n'est pas incompatible avec la promotion des valeurs et des idéaux, mais que les deux peuvent être complémentaires²¹. Plus encore, pour rester dans le même paradigme, si la minimisation des risques propres est mieux accomplie en offrant son aide aux autres, cela peut constituer la meilleure solution - et c'est exactement ce que l'Amérique a réussi à faire, en soutenant le démarrage du processus d'intégration européenne.

Pour conclure notre brève incursion dans la perspective américaine sur le démarrage du processus de l'intégration européenne sans trop nous étendre, synthétisons notre démarche ci-dessus par l'assertion suivante : il est vrai que c'est comme conséquence de l'implication américaine à la poursuite de ses intérêts sur l'échiquier mondial que l'unification européenne a démarré, mais il est tout aussi vrai que, sans cette implication, bien des choses positives que les peuples de l'Europe et le monde tout entier ont connues ne seraient probablement pas produites. Par conséquent, on peut affirmer que, comme Ernst Haas l'a montré, l'implication américaine comme facteur catalytique de l'unification du Vieux Monde est l'une des contributions nettement positives des Etats-Unis aux affaires globales.

Bibliographie

Radu Carp, « Integrarea europeană și teoriile ei: neofuncționalismul », dans *Adevărul Literar, SC Adevărul SA*, Bucarest, 9 mai 2007.

Ernst Haas, *Tangle of Hopes: American Commitments and World Order*, New Jersey, Prentice-Hall, 1969.

Ernst Haas, *The Uniting of Europe: Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957*, Stanford University Press, 1958.

Ernst Haas, *The Web of Interdependence: The United States and International Organizations*, New Jersey, Prentice Hall, 1970.

Ernst Haas, *When Knowledge is Power: Three Models of Change in International Organizations*, Berkeley, CA, University of California Press, 1991.

Stanley Hoffmann, « The Uniting of Europe: Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957 » (book review), dans *Foreign Affairs*, Council on Foreign Relations, New York, Septembre/Octobre 1997.

Harry Kreisler, *Conversations with History*, UC Berkeley, Institute of International Studies, 2000.

Lee McGowan, « Theorising European Integration: Revisiting Neofunctionalism and Testing Its Suitability for Explaining the Development of EC Competition Policy ?», dans *European Integration Papers*, Institute for Advanced Studies, Vienna, Department of Political Science, 25 May 2007.

Nicolae Păun, Adrian-Ciprian Păun, Georgiana Ciceo, Radu Albu-Comănescu, *Finalitatea Europei. O analiză a proiectului instituțional al Uniunii Europene*, Cluj, EFES, 2007.

John Gerard Ruggie, Peter J. Katzenstein, Robert O. Keohane, Philippe C. Schmitter, « Transformations in World Politics: The Intellectual Contributions of Ernst B. Haas » dans *Annual Review of Political Science*, vol. VIII, Palo Alto, CA, Annual Reviews, inc., June 2005, pp. 271-296.

Sidjanski, Dusan, *The Federal Future of Europe: From the European Community to the European Union*, Ann Arbor, MI: University of Michigan Press, 2000.

Notes

¹ Martin Griffiths, *Relații internaționale. Școli, curente, gânditori*, traduction de l'anglais par Darie Cristea, Olga Popistașu et Cristian Barna, București, Editura Ziuă, 2003, p. 293.

² Ou « spill-over », pour utiliser en originel la formule consacrée par Haas. Voir Ernst Haas, *The Uniting of Europe: Political, Social, and Economic Forces, 1950-1957*, Stanford University Press, 1958, p. 299 sqq.

³ Il est, de nos jours, de notoriété le fait que Staline ait ordonné à son Etat Majeur d'élaborer des plans pour une offensive terrestre capable d'anéantir toute résistance jusqu'aux bords de l'Atlantique. Même si la transposition en réalité de ce plan connu sous le nom de « Faucille » est douteuse, vu la fatigue et les manques matériels enregistrés par l'Armée rouge pendant quelque quatre années après la Guerre, le Département de la Défense américain, prenant acte des intentions soviétiques, a préparé comme mesure de dissuasion le plan « Halfmoon », visant une revanche massive, y compris nucléaire, contre des cibles lointaines sur le territoire de l'URSS - pour plus de détails, voir Maj. Harry R. Borowski, « A Narrow Victory. The Berlin blockade and the American military response », dans *Air University Review*, United States Air Force Academy, Colorado Springs, Juillet-Aôut 1981.

⁴ Andrei Marga, *Filosofia unificării europene*, EFES, Cluj-Napoca, 2001, p. 195.

⁵ Les communistes français étaient extrêmement actifs à l'époque, espérant réussir à attirer toute la nation envers leur cause, minant le retour vers la normalité - voir Philippe de Gaulle et Michel Tauriac, *De Gaulle mon père* (1^{er} volume), Editions Plon, Paris, 2003, pp. 434 sqq.

⁶ Andrei Marga, *op. cit.*, p. 200.

⁷ Zbigniew K. Brzezinski, *Marea tablă de șah. Supremația americană și imperativele sale geostrategice*, traduction de l'anglais par Aureliana Ionescu, Univers Enciclopedic, București 1999, p. 97 sqq.

⁸ Ernst Haas, *The Web of Interdependence: The United States and International Organizations*, New Jersey, Prentice Hall, 1970, p. 11.

⁹ Notamment en raison du fait que cela aurait supposé que les Anglo-Américains aient lutté contre leurs ex-alliés, ce qui était extrêmement indésirable du point de vue de leurs nations ayant soutenu le fardeau de la guerre pendant tant d'années - voir John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment. A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*, Oxford University Press, 1982, p. 29.

¹⁰ Les exemples les plus notables en sont les interventions américaines dans la Péninsule de Corée et dans l'Indochine, pour arrêter ce qui apparaissait comme une offensive communiste généralisée.

¹¹ Environ 12 milliards de dollars sur trois années. Il était évident que le but du Plan n'était pas tant une aide matérielle, mais la transmission d'un message politique - voir « The Chances of World War III », in *Time Magazine*, Time, Inc., March 15, 1948.

¹² George C. Marshall, apud Henry Kissinger, *Diplomația*, traduction de l'anglais par Mircea Ștefancu et Radu Paraschivescu, Bic All, Bucarest, 2002, p. 398.

¹³ Pour une interprétation détaillée de l'exceptionnalisme américain appliqué dans la politique étrangère, voir Henry Kissinger, *op. cit.*, pp. 37-40.

¹⁴ Martin Griffiths, *op. cit.*, p. 297.

¹⁵ « Threading of a web of interdependence », pour préserver la formule de l'auteur.

¹⁶ Ou, du moins, celui-ci a été le dessein envisagé par les Américains ; pourtant, comme l'histoire allait le prouver, il y a eu des hauts et des bas, les choses allant quelquefois par à-coups.

¹⁷ Ernst Haas, *The Web of Interdependence*, *op. cit.*, p. 10.

¹⁸ *Ibidem*, p. 45 sqq.

¹⁹ Une traduction française approximative, mais gardant le sens originel, serait : « entrelacement ».

²⁰ Ernst Haas, *The Web of Interdependence*, *op. cit.*, p. 79.

²¹ Ernst Haas, *When Knowledge is Power: Three Models of Change in International Organizations*, University of California Press, Berkeley, CA, 1991, p. 2.